

Les lycéens boursiers du 93 vont payer leur carte imagine R 33 € plus cher



Les lycéens boursiers de Seine-Saint-Denis voient leur carte Imagine R augmenter de 14 %, soit 33 €. **LP/Clémence Aveline**

Une conséquence provoquée par un désaccord entre la région et le conseil départemental sur le financement du Pass.

Victimes du bras de fer auquel se livrent la région et le département de Seine-Saint-Denis, quelque 3 000 lycéens boursiers vont payer, cette année, leur carte Imagine R 14 % plus cher que l'an passé. Pour ne rien arranger, ils devront avancer l'argent avant de recevoir un remboursement partiel. C'est le sens de la lettre écrite lundi par Valérie Péresse, présidente (LR) de la région à Stéphane Troussel, président (PS) du département. Une situation qui pourrait perdurer dans les années à venir si les deux collectivités ne trouvent pas un terrain d'entente.

Les collégiens et lycéens boursiers bénéficient, en Ile-de-France, d'une aide financière de la région et du département pour l'achat d'une carte Imagine R. En fonction du revenu de leur famille, ils bénéficient d'une subvention de 236 € ou 122 € sur un Pass qui coûte 342 €. Jusqu'en octobre 2016, en Ile-de-France, cette somme était financée pour une moitié par la région et pour l'autre par les départements. Sauf en Seine-Saint-Denis. « Nous sommes l'un des départements les plus pauvres et donc nous avons plus d'élèves boursiers qu'ailleurs, détaille-t-on au cabinet du président Troussel. C'est pourquoi, nous bénéficions d'un coup de pouce avec une répartition 66 % pour la région et 34 % pour nous. »

Seulement l'année dernière, les règles ont changé. En octobre une convention, qui ramène la participation des deux entités à 50/50 pour les collégiens comme pour les lycéens, est votée au conseil régional. « C'est une question d'équité, rétorque Laurent Probst, directeur général d'Ile-de-France Mobilité (ex Stif). Et je rappelle que la représentante du conseil départemental 93 au conseil d'administration du Stif a voté pour. »

Dès lors, les conventions sont envoyées à l'ensemble des départements. « Le 93 n'a pas répondu, affirme Laurent Probst. S'ils ne voulaient pas signer, ils auraient pu nous en parler avant. » Le mois dernier, le département signe alors deux conventions. L'une acceptant de monter sa participation jusqu'à 50 % pour les collégiens. L'autre, pour les lycéens, maintenant sa part à 36 %. « Les transports sont de responsabilité de la région, tout comme les lycées, rétorque-t-on au cabinet de Stéphane Troussel. Nous avons accepté d'augmenter notre part pour les collégiens car nous en gérons les établissements. Mais nous ne changeons pas notre participation pour les lycées. »
Résultat : la subvention de 236 € va baisser de 14 % soit 203 €. Les 33 € restant seront payés par les lycéens.

Aucune des conventions n'ayant été signée, les lycéens boursiers du 93 ont tous dû acheter leur carte au prix fort soit 342 € par an. Ils recevront, par la suite, un chèque de remboursement partiel de 118 € de la région et de 85 € du département. Chaque chèque sera accompagné d'une lettre d'explication. Pas sûr que la région et le département en donne la même version.

« On ajoute de l'injustice à l'injustice »

Que ce soit les syndicats lycéens (Fidl) ou de parents d'élèves (FCPE), le tollé est général. « C'est un sentiment d'indignation qui domine, vitupère Valentin Heitzler, un des porte-parole de la Fidl. Après la baisse de 5 % des aides aux logements, l'augmentation du prix du passe Navigo, voilà le troisième coup de bambou. Il est scandaleux qu'en 2017 la jeunesse soit la variable d'ajustement des mesures d'économies des collectivités. Ces décisions n'auront qu'un effet : engendrer le décrochage scolaire et la démotivation. »
Même cri de colère à la FCPE. « Ce sont des économies qui sont faites sur le dos des parents et en particulier ceux qui sont le plus en difficulté, tonne Rodrigo Arenas, président de la FCPE 93. On ajoute de l'injustice à l'injustice. Car ces familles, qui ont des faibles revenus, vont devoir faire des arbitrages financiers qui risquent détériorer encore plus leurs conditions de vie. »

S.T.

Sébastien Thomas